



MEDIAPART

SÉRIE EP. 4 En Palestine, la fuite en avant coloniale

Oren Yiftachel : « Israël est passé de l'ethnocratie à l'apartheid »

Ancien directeur de l'ONG B'Tselem, cofondateur du mouvement israélo-palestinien *Une terre pour tous*, le géographe a forgé le concept d'ethnocratie. Longtemps, il l'a appliqué à son pays. Mais aujourd'hui, dit-il, Israël est un apartheid.

Rachida El Azzouzi

29 mai 2026 à 07h10

Né en 1956 à Haïfa, élevé dans un kibboutz, Oren Yiftachel enseigne la géographie politique à l'université Ben-Gourion de Beer-Sheva. On lui doit le concept d'ethnocratie, forgé dans les années 1990, pour décrire un régime qui, derrière une façade démocratique, privilégie en réalité l'ethnicité d'un groupe au détriment des autres. Il l'a appliqué à plusieurs pays, dont le sien, Israël.

Son dernier livre, *De l'ethnocratie à l'apartheid*, publié pour l'heure seulement en hébreu et en arabe, franchit un pas supplémentaire : à ses yeux, Israël est désormais un apartheid. « *Nous vivons une période très grave et honteuse pour Israël* », s'alarme dans un entretien à *Mediapart* l'ancien président de l'ONG israélienne phare B'Tselem, coauteur du rapport fondateur de 2021 sur l'apartheid (il a aussi contribué à celui sur le génocide en 2025).

Les images de militant·es de la flottille pour Gaza agenouillé·es, mains dans le dos, qui suscitent un tollé mondial, ou l'entrée en vigueur, le 17 mai, de la loi sur la peine de mort, ciblant exclusivement les Palestinien·nes, illustrent pour lui « *le visage hideux du régime colonial israélien* », « *un système d'apartheid qui recourt de plus en plus à la force et à l'humiliation, pris dans une fuite en avant barbare et sans issue* ».



Oren Yiftachel. © Photo DR

En 2012, Oren Yiftachel a cofondé, avec une dizaine d'Israélien·nes et autant de Palestinien·nes, le mouvement *Une terre pour tous*, qui défend une confédération israélo-palestinienne : « *Deux États, une seule patrie*. » Convaincu que « *la transformation doit venir de l'intérieur* », il a choisi de rester dans son pays, quand nombre de ses collègues ont opté pour l'exil après le 7-October, face à la répression des voix critiques dans le milieu académique.

« Mediapart » : Vous avez forgé le concept d'ethnocratie. Pourquoi était-il nécessaire d'inventer un nouveau mot ?

Oren Yiftachel : C'était dans les années 1990. L'objectif était de remettre en cause ce qui semblait alors être une évidence incontestable : qu'Israël était une démocratie. Je ne voyais pas une démocratie. Je ne voyais pas une citoyenneté égale. Les institutions de l'État n'appartenaient pas à tous ses citoyens. Le droit de fonder une famille, le droit d'immigrer, d'acheter des terres, et jusqu'aux symboles de l'État : tout cela n'appartenait qu'à un seul groupe.

J'avais mené une étude comparative dans de nombreux pays ayant connu des conflits ethniques similaires : l'Estonie, la Serbie, le Sri Lanka, la Malaisie, l'Afrique du Sud, l'Irlande du Nord, la Suisse, le Canada. J'ai observé un schéma récurrent : l'État se présente comme une démocratie, organise des élections, accorde formellement la citoyenneté, mais cette citoyenneté n'est pas égale.

Il existe une hiérarchie ethnique ou raciale. La façade démocratique est là et elle est importante, car elle confère une légitimité au régime. La réalité, c'est qu'un groupe ethnique s'empare du contrôle de l'État. Ce n'était ni une démocratie ni un régime autoritaire, mais quelque chose d'intermédiaire, qui méritait d'être ajouté au lexique. Je l'ai appelé ethnocratie. Le concept a trouvé un écho significatif, notamment en Europe de l'Est et en Asie du Sud.

Ce concept est-il encore pertinent pour Israël aujourd'hui ?

Plus tout à fait. Israël est passé de l'ethnocratie à l'apartheid. En colonisant l'ensemble du territoire, et donc en intégrant plus de 5 millions de Palestiniens dans son système de contrôle, il a franchi un seuil. C'est le titre de mon dernier livre. L'apartheid est un système de gouvernement conçu pour perpétuer un projet colonial.

Ainsi, sous le gouvernement israélien, on peut distinguer trois grandes catégories de statuts civils : les juifs, citoyens à part entière, comparables aux Blancs d'Afrique du Sud ; les Palestiniens détenteurs de la citoyenneté israélienne, citoyens partiels, comparables aux « *coloureds* » ; et les Palestiniens des territoires occupés, non citoyens, comparables aux Noirs d'Afrique du Sud. Sur le terrain, Israël cherche à rendre de plus en plus de zones « blanches » en termes de foncier, de démographie et de peuplement.

« L'espace n'est jamais neutre. Il est toujours façonné par des rapports de pouvoir. »

Le bloc colonial gouverne Israël depuis trente ans. Il est élu, mais pas démocratiquement, puisque des millions de Palestiniens sont exclus des élections du gouvernement qui les contrôle. Depuis le 7-October, nous sommes dans un nouveau chapitre du régime d'apartheid : il se durcit

de plus en plus.

Israël tente de répondre à la résistance violente et terroriste palestinienne par une force toujours plus grande, commettant une série de crimes de guerre. Notamment un génocide à Gaza et un nettoyage ethnique en Cisjordanie et dans le Néguev.

Cette nouvelle phase de colonisation est marquée par une technique inédite qu'Israël appelle les « lignes jaunes » à Gaza, au Liban, en Syrie...

Oui, ce sont des zones de mort : si vous les franchissez, vous êtes tué. Dans un récent essai intitulé *Du vent jaune aux lignes jaunes*, je me suis appuyé sur le texte prophétique de David Grossman du milieu des années 1980, *Le Vent jaune*, dans lequel il interrogeait des Palestiniens et avertissait qu'un vent jaune soufflait sur le pays, utilisant le jaune comme couleur du danger. Ce vent est devenu des lignes. Le jaune est taché du sang rouge de dizaines de milliers de vies innocentes.



De jeunes colons agressent en toute impunité des Palestiniennes dans la vieille ville de Jérusalem-Est occupée, le 14 mai 2026.

© Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

En Cisjordanie, la colonisation a atteint son niveau le plus élevé. Des camps de réfugiés ont été rasés. Des dizaines de villages bédouins ont été expulsés, une cinquantaine depuis le 7-October. Dans le Néguev, où je vis et travaille, au moins six villages entiers ont été démolis par le gouvernement au motif de l'absence de permis de construire. Mais ces permis, l'État ne les accorde tout simplement pas. Ces gens vivent sur leurs propres terres, héritées depuis l'époque ottomane. Les autorités leur refusent les permis, puis démolissent leurs maisons.

Vous êtes géographe, mais vous travaillez sur des questions que l'on associe plutôt à la politique ou au droit. Qu'est-ce que la géographie permet de voir que les autres disciplines ratent ?

L'espace n'est jamais neutre. Il est toujours façonné par des rapports de pouvoir. Le conflit israélo-palestinien se résume fondamentalement à une seule question : qui contrôle la terre, le territoire, les villes ? Lorsqu'on examine la carte, le régime foncier, les politiques d'immigration et de colonisation, on voit quelque chose que le droit ou les sciences politiques peinent à saisir dans sa continuité : la Palestine est judaïsée depuis au moins 1948.

Cela avait commencé avant, avec le mouvement sioniste, mais à plus petite échelle : des gens achetaient des terres, s'y installaient et les cultivaient. Les juifs ne possédaient que 6 % des terres en 1948. C'était déjà problématique pour les Palestiniens, mais sans commune mesure avec ce qui s'est passé à partir de 1948 : le nettoyage ethnique.

« Les guerres précédentes avaient d'autres objectifs, mais cette fois, le but est de tuer, d'opprimer et de nier tout droit aux Palestiniens. »

Je dispose d'une série de cartes retraçant plus d'un siècle d'histoire, depuis le XIX^e siècle. Je conseille à quiconque se rend pour la première fois en Israël-Palestine de commencer par là : on y voit l'expansion des colonies juives et les espaces palestiniens qui ne cessent de se réduire.

Il y a quelques périodes de stabilité, de brefs épisodes de retrait israélien dans le Sinaï, au Liban, à Gaza. Mais le processus d'ensemble est celui d'une expansion continue. La carte des réfugiés palestiniens dans les pays voisins fait partie de la même histoire. Ils appartiennent tous à cette terre.

Votre carrière a commencé loin des universités : vous avez été agriculteur, serveur, urbaniste. Cela a-t-il façonné votre regard sur le territoire ?

Ce parcours m'a donné une perspective d'en bas, depuis les marges. Je suis un géographe qui a grandi à la frontière libanaise – la périphérie nord – et qui vit aujourd'hui dans le sud d'Israël, du côté de Beer-Sheva.

Cette position périphérique, géographique autant que sociale, a toujours structuré mon regard. L'espace est ici primordial, mais pas l'espace abstrait des cartes officielles : l'espace que les gens habitent réellement, avec ses checkpoints, ses permis, ses routes réservées, ses terres confisquées.

Un point de non-retour a-t-il été atteint pour la création d'un État palestinien viable ?

La « guerre du 8 octobre », comme je l'appelle, est la première guerre qu'Israël mène explicitement au nom de l'apartheid. Les guerres précédentes avaient d'autres objectifs – défendre la terre ou conquérir un territoire –, mais cette fois, le but est de tuer, d'opprimer et de nier tout droit aux Palestiniens.

L'objectif est de poursuivre et de resserrer l'apartheid. La colonisation en Cisjordanie et autour de Jérusalem-Est rend la partition physiquement de plus en plus difficile. Cependant, je reste convaincu que l'idée d'un État palestinien n'est pas morte.



Une maison palestinienne récemment démolie par les autorités israéliennes dans le quartier de Silwan. Mai 2026, Jérusalem-Est occupée. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Au sein du mouvement de paix conjoint Une terre pour tous, que j'ai cofondé, nous plaçons pour une confédération. Quelque chose qui ressemblerait aux systèmes suisse, canadien ou bosnien, ou peut-être à l'Union européenne : des États souverains avec des frontières ouvertes. Nous appelons cela « deux États, une patrie commune ».

L'idée est la suivante : nous considérons tous le territoire s'étendant du Jourdain à la mer comme notre patrie. Selon le droit international, un État palestinien existerait

dans les frontières de 1967 ; un État israélien dans le reste du territoire.

Ils formeraient une confédération qui pourrait s'appeler l'« Union de Jérusalem » ou tout autre nom qu'ils choisiraient. Deux États, mais sans séparation tranchée comme le préconisent beaucoup dans le camp de la paix. Cela ressemble, à certains égards, au Québec et au Canada, ou à l'Écosse et l'Angleterre : le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, mais dans la continuité d'un espace, d'une économie et d'un environnement partagés.

« À Jérusalem, environ 40 % de la population vit sans droits permanents, obligée de prouver sa résidence toutes les quelques années. »

Un point clé de la réconciliation est que les Palestiniens auraient le droit au retour : ils pourraient revenir, obtenir la citoyenneté palestinienne, et bénéficier de la liberté de circulation et, progressivement dans un délai convenu par les deux parties, de la pleine résidence en Israël.

De même, les juifs souhaitant vivre en Cisjordanie ou à Gaza pourraient le faire mais sous la loi palestinienne, et non en tant que colons. C'est essentiellement un binationalisme dans le cadre d'une souveraineté partagée.

Une majorité d'Israéliens et de Palestiniens aspirent à la paix, à l'égalité des droits, à une vie normale. Mais un conflit colonial et d'apartheid ne se résout pas sans la communauté internationale. On l'a vu en Irlande du Nord, en Afrique du Sud ou en Bosnie. Or Israël agit aujourd'hui en toute impunité, protégé par les États-Unis. Sans sanctions, rien ne changera. Nous devons revenir au droit international et au comportement normal des nations.

Dans votre dernier ouvrage, vous introduisez le concept de « déplaçabilité ». En quoi diffère-t-il de celui de « déplacement forcé » ?

Le déplacement a toujours été conçu comme un acte, quelque chose qui commence et se termine. Il touche généralement les habitants des favélas, les travailleurs informels, parfois les classes moyennes inférieures qui n'ont plus les moyens de se loger.

Mais dans le régime urbain qui s'est imposé au cours des quinze dernières années, porté par le capitalisme contemporain et par un nationalisme urbanisant, de plus en plus de groupes vivent sous la menace permanente du déplacement sans nécessairement être déplacés. C'est un état chronique : précarité permanente, droits inégaux, mobilité contrainte. J'appelle cela la « déplaçabilité ».



Jamal Amlihat, berger palestinien, sans cesse aux aguets face aux assauts des colons sur sa communauté bédouine dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée, en décembre 2023. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

À Jérusalem, environ 40 % de la population vit dans cette condition, sans droits permanents, obligée de prouver sa résidence toutes les quelques années. L'exemple le plus extrême est Dubaï, où peut-être 10 à 15 % de la population jouit de droits permanents, tandis que la grande majorité ne peut pas s'installer durablement, acheter un bien immobilier ou renouveler librement son visa.

Les villes sont souvent perçues comme le foyer naturel du libéralisme et de la démocratie. Mais elles ont leurs propres systèmes d'apartheid. Le nombre croissant, souvent majoritaire, de personnes sans droits et jetables : voilà la marque distinctive de la déplaçabilité au XXI^e siècle.

Comment vos travaux sont-ils perçus en Israël ?

Dans les années 1980 et 1990, les chercheurs critiques étaient assez isolés, notamment dans les grandes universités. Puis un groupe de chercheurs critiques s'est constitué autour de ce que l'on a appelé l'« école de Beer-Sheva » : Neve Gordon, Uri Ram, Lev Grinberg, Benny Morris, Henriette Dahan, Amnon Raz-Krakotzkin, Pnina Motzafi-Haller, Ismael Abou Saad et d'autres.

Nous avons une voix dans l'académie israélienne, même si nous restions une très petite minorité. Nos travaux ont eu un impact parce qu'ils reflétaient la réalité. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement a toujours été contre nous. Trois ministres de l'éducation différents ont appelé à mon licenciement. Nous bénéficions toutefois d'un bon système de titularisation académique, et nos postes sont toujours assurés, même sous une pression croissante.

Depuis le 7-October, la répression s'est élargie. Quiconque dit quoi que ce soit contre le gouvernement ou en faveur des droits humains est immédiatement attaqué, y compris les juifs israéliens. Ce que l'on appelle la « machine à poison » contamine toute forme

d'opposition.

De nombreux universitaires israéliens critiques ont quitté le pays. Je reste, non seulement parce que je suis profondément attaché à ce pays, mais parce qu'il doit être transformé de l'intérieur.

Nous restons une minorité. La plupart des gens ne veulent pas entendre ce que nous disons. Mais nous persistons. Ce que nous faisons est, je crois, une analyse crédible, politiquement solide et moralement nécessaire.

Rachida El Azzouzi